

MJNISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

PARIS, le 14 DEC. 1990

Direction Générale de l'Administration
et de la Fonction Publique

FP/2 n° 1726

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU BUDGET

Direction du Budget
2 B n° 112

Le Ministre d'Etat, Ministre de
la Fonction Publique et des
Réformes Administratives

et

le Ministre délégué au Budget

à

Mesdames et Messieurs les Ministres
et Secrétaires d'Etat
Directions chargées du personnel

OBJET mise en oeuvre, dans les administrations de l'Etat, de la
nouvelle bonification indiciaire (N.B.!).

Le protocole d'accord du 9 février 1990 a posé le principe
de la création de la N.B.! en faveur d'emplois répondant à l'un au
moins de ces deux critères :

- avoir une responsabilité particulière en termes de
fonctions exercées, de moyens mis en oeuvre ou d'encadrement ou
d'animation d'une équipe ;

- détenir et mettre en oeuvre une technicité particulière.

Une enveloppe de 1 200 millions de francs de mesures
nouvelles répartie au prorata des effectifs des fonctionnaires de
chaque département ministériel est prévue à cette fin.

Un tableau joint récapitule la répartition, approuvée par
la commission de suivi réunie le 13 novembre 1990, des crédits
globaux pour la durée du plan, dont la mise en place se fera par
tranches annuelles égales et par ministère.

... ..

la première tranche sera applicable rétroactivement avec effet au 1^{er} août 1990. La deuxième prendra normalement effet le 1^{er} août 1991.

la présente circulaire précise les modalités d'attribution de la N.B.1 en indiquant la nature et le champ d'application, ainsi que les modalités de mise en oeuvre.

*

* *

1 - Nature et champ d'application de la N.B.1.

1.1. - Nature

la N.B. 1. est attachée à la fonction et ne doit donc pas être attribuée par corps ou par grade.

La N.B.1 n'est pas un avantage de fin de carrière mais une reconnaissance de la fonctionnalité de certains emplois :

- soit en raison de responsabilités particulières, y compris les responsabilités particulières résultant de difficultés spécifiques liées à l'exercice de certaines fonctions, dans un même corps,
- soit en raison de la détention et de la mise en oeuvre d'une technicité particulière.

Seul l'exercice effectif de la fonction est susceptible d'entraîner le versement de la N.B.1. qui y est attachée et la N.B.1. cesse d'être versée en cas de changement de fonctions.

1.2 " Champ d'application

L'enveloppe de N.B.1 prévue par le protocole d'accord du 9 février 1990 englobe tous les fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C concernés par ce protocole.

la N.B. 1. est applicable aux fonctionnaires des établissements publics qui la financent sur leur budget. les enveloppes financières correspondantes seront dégagées sur les moyens des établissements et déterminées de manière propre, sans faire appel aux modalités de répartition de l'enveloppe prévue par le protocole.

Il est exclu que la N.B.1. puisse se cumuler avec une bonification indiciaire d'une autre nature.

II -Modalités d'application

2.1 - Textes à élaborer

Il vous appartient dès à présent de préparer la rédaction des décrets précisant les types de fonctions ouvrant droit à la N.B.I pour chacune des deux premières tranches (simultanément).

Ces décrets simples seront accompagnés d'arrêtés interministériels fixant le montant (exprimé en points d'indice majoré) afférent à chaque fonction.

2.2 - Déroulement de la procédure

Les textes d'application de la N.B.1 seront soumis à la direction générale de l'administration et de la fonction publique et à la direction du budget, puis examinés par les comités techniques paritaires ministériels dont la consultation aura lieu, au plus tard avant la réunion de la commission de suivi prévue au printemps de 1991.

L'objectif à retenir est que la N.B.I soit versée dans les meilleurs délais et au plus tard à l'été 1991.

2.3 - Montants

Les montants, qui doivent être adaptés aux emplois accessibles à chaque catégorie devront permettre d'éviter de créer des disparités entre ministères, qui nuiraient à la mobilité interministérielle des fonctionnaires, et de préserver le caractère fonctionnel de la N.B.I qui cesse d'être versée lorsque les fonctions ouvrant droit ne sont plus exercées.

Ces montants pourront être différenciés, notamment dans la prise en compte des tâches d'encadrement et des difficultés particulières d'exercice des fonctions.

Ils devront être compris entre les bornes suivantes :

a) Pour les emplois du niveau de la catégorie C, la N.B.I sera comprise dans une fourchette de 10 à 20 points majorés.

b) Pour les emplois du niveau de la catégorie B, la N.B.I sera comprise dans une fourchette de 10 à 30 points majorés.

c) Pour les emplois du niveau de la catégorie A, la N.B.I sera comprise dans une fourchette de 20 à 50 points majorés.

Un emploi donné, comportant une responsabilité ou une technicité identiques et retenu pour bénéficier de la N.B.I., ouvre droit, au sein d'une même administration, à un montant identique indépendamment de la catégorie à laquelle appartient son titulaire.

.../...

Toute attribution de N.B.! d'un montant supérieur à celui défini ci-dessus par catégorie d'emplois (A, B ou C) devra être dûment motivée.

Les fonctionnaires exerçant à temps partiel ou en cessation progressive d'activité bénéficient de la N.B.! au prorata de leurs obligations de service.

La N.B.! est prise en compte dans le calcul de la retraite.

La N.B.! est une des principales innovations introduites par le protocole d'accord du 9 février 1990 en matière de gestion des ressources humaines. Elle a pour objet de permettre la reconnaissance des compétences et de la prise de responsabilité à tous les niveaux.

Elément important de la modernisation en cours de la fonction publique, la N.B.! devra être mise en place avec célérité afin de donner à la commission de suivi de l'accord qui se réunira lors du premier semestre de 1991 un bilan positif gage d'un déroulement harmonieux des cinq tranches suivantes.

Toute difficulté d'interprétation ou d'application devra être signalée sans retard à nos services afin d'y remédier dans les délais les plus brefs.

LE MINISTRE D'ETAT,
MINISTRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE ET DES REFORMES
ADMINISTRATIVES,

Pour le Ministre d'Etat,
et par délégation

Le directeur général de l'Administration
et de la Fonction publique

LE MINISTRE DELEGUE AU BUDGET,

Pour le Ministre et par délégation
Le Sous-Directeur

Le Sous-Directeur

Bernard HICHEUR

w r

Christophe DIGNAC

NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE
Répartition par ministère au prorata des effectifs

Ministères	Total des effectifs au 1.1.90	Part de l'enveloppe	Montant	Nombre de points
Affaires étrangères	5044	0,26	3.067.265	10.904
Affaires sociales et solidarité	12157	0,62	7.392.742	26.262
Travail emploi formation pr fes.	8038	0,41	4.887.954	17.377
Agriculture	24447	1,24	14.666.361	52.851
Anciens combattants	3644	0,18	2.215.937	7.878
Aviation civile :	10052	0,51	6.112.679	21.731
Coopération	570	0,03	346.620	1.232
Culture	10400	0,53	6.324.300	22.483
Défense	36239	1,84	22.037.144	78.343
Dom- Tom	1454	0,07	884.186	3.143
Economie et finances	184234	9,34	112.033.754	398.286
Education nationale	952311	48,26	579.105.791	2.058.750
Equipement	82025	4,16	49.879.874	177.325
Industrie	4877	0,25	2.965.732	10.543
Intérieur	144932	7,34	88.133.982	313.321
Justice	50735	2,57	30.852.245	109.681
Her	2108	0,11	1.281.887	4.557
Premier ministre	1192	0,06	724.862	2.5n
PTE	900	0,05	547.295	1.946
La Poste et France télécom (1)	437982	22,19	266.339.371	
Totaux:	1973341	100	1.200.000.000	3.319.210

(1) pour mémoire

Ce tableau ne concerne pas les établissements publics dont les personnels titulaires bénéficieront de la nouvelle bonification Indiciaire sur les budgets propres de ces établissements.